

La polémique enfle autour des Soudanais arrêtés dans le quartier Nord et placés en centres fermés par les autorités en vue de leur éloignement. Pour pouvoir éloigner ces quelque cent personnes qui rêvaient d'Angleterre et dont le voyage s'achève entre la pelouse du parc Maximilien et les grillages des centres fermés, il est nécessaire de les identifier. A cette fin, les autorités de notre pays ont pris l'initiative de négocier avec les représentants du Soudan, l'une des pires dictatures de la planète.

Mais quel est le but ?

Au-delà de l'émotion suscitée par des enjeux de vocabulaire et de référence au nazisme jusqu'à la caricature, l'enjeu de fond nous paraît jusqu'ici insuffisamment relevé. Le but réel des autorités belges n'est pas, en soi, d'expulser des Soudanais par principe. Ce n'est que le moyen d'un objectif consistant à empêcher à tout prix la création de mini "jungles de Calais" dans les rues et les parcs de Bruxelles. La migration de transit, il est vrai, représente un défi difficile à appréhender : nous parlons de migrants qui ont traversé de nombreux dangers depuis leur pays d'origine, qui n'ont pas l'intention de demander l'asile en Belgique, qui rêvent obsessionnellement d'Angleterre, et qui entretiennent une méfiance exacerbée envers tout représentant de l'autorité, quel qu'il soit.

Ils craignent aussi – avec raison – s'ils demandent l'asile, de pouvoir pour certains être renvoyés vers l'Italie ou un autre pays frontalier européen dans lequel ils auraient été identifiés en vertu du Règlement de Dublin. A ce titre, il est légitime et fondé d'interroger le niveau d'information que ces personnes reçoivent : il est capital qu'on ne se contente pas de vérifier s'ils veulent ou non demander l'asile, mais qu'on les éclaire complètement sur les conséquences de leurs choix, et qu'on leur présente l'intérêt d'un deuil migratoire de l'Angleterre au profit d'une demande d'asile dans un autre pays européen. Mais surtout, le choix des autorités pose question en matière d'échelle des valeurs.

Pour éviter un péril plus grand

En avril dernier encore, dans une interview accordée à "La Libre Belgique", le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration admettait qu'il ne souhaitait pas négocier avec le Soudan le renvoi de migrants. Ce changement d'avis semble motivé par la conviction acquise des autorités qu'il convient d'éviter un péril plus grand, à savoir la création spontanée de camps sauvages de migrants.

Les autorités ont considéré comme plus important d'empêcher les migrants d'errer dans nos rues que de négocier avec un pays dirigé par un homme poursuivi par la Cour pénale internationale : l'enjeu en termes de droits fondamentaux est celui-là, ni plus ni moins. Et ce positionnement est en effet préoccupant, car il atteste qu'un impératif de "propreté" visuelle et sanitaire est considéré comme supérieur à des principes fondamentaux, tel que le non-refoulement ou le refus de négocier avec des dictatures. C'est cela que le gouvernement a choisi d'assumer, et que le parlement a le droit de contrôler.

En outre, le renvoi de migrants vers un pays où ils risquent de subir des traitements inhumains et dégradants, même s'ils ne sont pas demandeurs d'asile, n'est pas compatible avec l'article 3 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (1). Un examen de ce risque doit toujours être réalisé.

La marque de fabrique belge

Si nous en sommes arrivés là, c'est probablement parce que cette priorisation est la marque de fabrique de la politique migratoire adoptée depuis trois ans en Belgique, et dans d'autres pays de l'Union : éviter à tout prix l'appel d'air, dissuader à tout prix les migrants irréguliers de venir ou de rester. Nous assistons ici, en réalité, à une opération de dissuasion à destination des candidats migrants de transit. L'image des Soudanais en centre fermé et celles de la délégation de ce pays venant identifier ses ressortissants ont pour premier objectif de clamer urbi et orbi le message suivant : "Ne venez pas à Bruxelles, vous migrants de transit qui rêvez d'Angleterre, car comme vous le voyez nous n'aurons que peu de scrupules à vous intercepter".

La peur de l'appel d'air, Alpha et Omega de la politique migratoire, nous fait ici franchir une étape inquiétante : car si la négociation avec un régime tel que le Soudan n'est plus une limite, qu'est-ce qui, demain, le sera encore ?

Si on avait eu de la patience...

Certes, il n'est pas acceptable de laisser des migrants en rue – cela ne l'était pas non plus lors de la crise de l'accueil des demandeurs d'asile de l'été 2015, soit dit en passant. Il y avait pourtant d'autres choix possibles que d'expédier tout Soudanais ne demandant pas l'asile vers les centres fermés comme étape de transit vers le Soudan : loger ces gens dans une structure d'orientation temporaire; parler avec ces personnes afin de les convaincre de faire leur deuil de l'Angleterre et tenter leur chance par le biais d'une procédure d'asile; et accessoirement nouer une collaboration avec ces migrants pour démanteler les réseaux de passeurs qui les ont amenés ici. Des actions qui auraient requis de la patience, de la diplomatie, des explications, mais qui auraient sans doute moins permis d'utiliser les images de la force, de l'autorité et du nettoyage, qui semblent si nécessaires à offrir aujourd'hui à l'opinion publique.